

PROCÈS DES PROCHES DU PRÉSIDENT DÉCHU BEN ALI

Le procureur requiert les peines les plus sévères

C'est sous un drastique contrôle de sécurité et accompagné de manifestations qu'a repris hier, à Tunis, le procès des proches du président déchu Ben Ali, de son épouse et de son chef de sécurité, Ali Seriati.

Accusés de tentative de fuite, de possession illégale d'importantes sommes de devises tunisiennes et étrangère et de trafic de bijoux, ils ont été arrêtés le 14 janvier dernier alors qu'ils s'apprêtaient à quitter le territoire tunisien à bord d'un avion privé, le jour de la fuite du président déchu.

Au début de l'audience, le procureur, qui a requis les peines les plus sévères devant le tribunal de première instance, devait se prononcer dans la journée. Les accusés encourrent de six mois à cinq ans de prison et de fortes amendes, selon le code pénal tunisien. Le général Seriati, qui est poursuivi pour complot contre la

sécurité intérieure de l'Etat, incitation au crime et provocation de désordre pour lesquels il sera jugé ultérieurement, est également accusé dans cette affaire de complicité et de falsification de passeports. Accusations niées par le puissant ex-chef de la garde présidentielle, et qualifiées de sans fondement par son avocat.

Pour rappel, Seriati avait été arrêté le 14 janvier à l'aéroport militaire de l'Aouina adjacent, d'où il venait de faire partir Ben Ali et sa famille restreinte.

Parmi les 23 autres prévenus appelés à la barre, tous membres de la famille Ben Ali/Trabelsi et tous incarcérés, figurent le neveu



Photo : DF

et deux des sœurs de Leila Trabelsi. Ces derniers, lors de la première audience du 26 juillet, ont tous nié les faits qui leur sont

reprochés Au moment où se poursuivait le procès, des centaines de personnes sont sorties manifester pour une justice indépendante et

une rupture avec l'ancien régime de Ben Ali. Selon l'AFP, les manifestants scandaient en tapant des mains «Le peuple veut une justice indépendante», «Ni liberté, ni impunité pour les criminels».

Issus de différents horizons, politiques, syndicalistes ou indépendants, les manifestants étaient contenus par la police dans l'avenue Bourguiba. Ils dénoncent, en outre, la fuite d'une figure emblématique de la propagande sous Ben Ali, Saida Agrebi, et le retour sur la scène de certains membres du Rassemblement constitutionnel démocratique, parti de Ben Ali dissous après la chute de son régime le 14 janvier.

A noter, par ailleurs, que neuf autres proches du clan, dont trois femmes et six hommes, ont comparu libres.

W. Z./Agences

SYRIE

L'armée sort de Hama et poursuit ses opérations dans d'autres villes

L'armée syrienne s'est retirée hier de Hama après dix jours d'une vaste opération ayant fait plus de cent morts après des manifestations monstres en juillet contre le régime du président Bachar al-Assad qui ne fléchit pas malgré les pressions internationales.

Dans le même temps, le ministre des Affaires étrangères Walid Mouallem a reçu une mission de l'Inde, du Brésil et de l'Afrique du Sud, a rapporté l'agence officielle Sana. La délégation est venue déployer de nouveaux efforts afin d'obtenir du régime syrien qu'il mette fin à la répression sanglante et dialogue avec les opposants. La mission devait souligner auprès du gouvernement syrien la «nécessité de dialogue avec la population, la nécessité de mettre fin à la violence et de respecter les droits de l'homme», avait indiqué mardi un porte-parole brésilien. Une quarantaine de transports de troupes chargés de soldats quittaient en fin de matinée Hama (centre), où l'armée s'était déployée en force fin juillet après des manifestations monstres, a constaté une journaliste de l'AFP

lors d'une visite organisée par les autorités pour une soixantaine de journalistes. La place Assi, où se situe le siège du gouvernorat dans le centre de la ville et où avaient eu lieu des manifestations ayant réuni jusqu'à 500 000 personnes les vendredis de juillet, était vide hormis quelques voitures et rares passants. Les commerces sont fermés, mais le gouverneur de Hama, Anas Naem, a assuré que les produits de première nécessité commençaient à entrer dans la ville, notamment le pain et les légumes.

Ailleurs, les autorités nettoyaient les rues, levaient des barrières et ramassaient des pierres qui jonchaient le sol alors que de nombreux graffitis avaient été effacés sur les murs de la ville. L'armée était entrée en force à Hama le 31 juillet et une centaine de personnes avaient été tuées

lors d'une vaste offensive pour «l'une des journées les plus sanglantes» depuis le début de la révolte mi-mars contre le régime du président Bachar al-Assad, selon des militants. Les journalistes ont également été conduits devant un commissariat de police qui, selon l'officier de police Oussama Khalouf, a été «incendié et saccagé par les saboteurs». Le 31 juillet tous «les commissariats de police ont été attaqués simultanément par les saboteurs» et «17 policiers ont trouvé la mort», a-t-il dit. Des habitants interrogés par les journalistes ont également mis en cause des «saboteurs» saluant l'intervention de l'armée. «L'armée est venue pour nous protéger», a indiqué Fawaz, un habitant du quartier d'Al-Sawaeq. «Nous sommes tous unis, nous, l'armée, et Bachar», a-t-il ajouté. «Des saboteurs sont entrés dans mon quartier ont ouvert le feu et ont saccagé des maisons», a-t-il ajouté. S'adressant aux journalistes, un autre officier a accusé «les bandes armées d'avoir essayer de semer la discorde au sein de la population».

Alors qu'elle se retirait de Hama, l'armée poursuivait hier ses opérations dans d'autres villes

notamment dans la province d'Idleb (nord-ouest), à Deir Ezzor (est) et dans des localités proches de Damas. Dans la province d'Idleb, «une femme est morte et trois autres personnes ont été blessées dans la ville de Sirmine où les forces syriennes ont lancé hier matin une opération militaire et sécuritaire d'envergure», a déclaré le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'homme, Rami Abdel Rahmane, selon qui les «forces armées ont fait usage de mitrailleuses lourdes». Joint au téléphone par l'AFP M. Abdel Rahmane, basé au Royaume-Uni, a d'autre part fait état de tirs nourris à la mitrailleuse lourde et d'explosions à Deir Ezzor, qui a connu ces dernières semaines des manifestations massives. Selon lui, la «population craint un nouvel assaut» de l'armée et de la Sécurité dans Deir Ezzor où la répression a fait 17 morts mardi.

M. Abdel Rahmane a également fait état d'un «important assaut lancé mardi par l'armée dans les localités de Zamalka, Aarbine, et Hammoura, près de Damas, où elle procédait à une importante campagne d'arrestations». «Les coups de feu étaient

entendus jusque dans les villes voisines», a-t-il ajouté.

Mardi, la répression a fait au moins 34 morts à travers le pays.

Depuis le début de la contestation à la mi-mars, plus de 2 000 personnes sont mortes en Syrie, en grande partie des civils tués par les forces de sécurité, et plus de 12 000 ont été arrêtées, selon les organisations de droits de l'homme. Malgré les pressions, le président Assad a affirmé mardi vouloir venir à bout des «groupes terroristes», accusés par son régime de semer le chaos dans le pays. «Nous n'allons pas fléchir dans la poursuite des groupes terroristes», a-t-il dit, après une rencontre avec le chef de la diplomatie turque dépêché à Damas pour l'exhorter à cesser sa répression.

Dans le même temps, les Etats-Unis mènent des discussions avec leurs partenaires pour «renforcer» les sanctions contre la Syrie, a indiqué la porte-parole du Département d'Etat Victoria Nuland, jugeant «ignoble» la répression orchestrée par le président syrien. «Il ne peut y avoir aucun type de partenariat avec un régime qui fait ce genre de choses à des innocents», a-t-elle ajouté.

LIBYE

Annoncé mort par la rébellion, Khamis Kadhafi apparaît à la télévision

Khamis, fils du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, est apparu hier à la télévision libyenne, quelques jours après l'annonce de sa mort par la rébellion, démentie aussitôt par le régime.

La télévision a montré des images de Khamis, en tenue militaire, qui visitait un hôpital où des «victimes de raids de l'Otan» étaient hospitalisées. La visite a eu lieu mardi, selon la télévision. Il s'agit de la première apparition de Khamis depuis l'annonce vendredi de sa mort par les rebelles. Un porte-parole des forces hostiles à Mouammar Kadhafi avait annoncé la mort de Khamis, le plus jeune des fils du dirigeant libyen et l'une des figures les plus actives de son clan dans la guerre contre les rebelles, lors d'un raid nocturne de l'Otan à Zliten (150 km à l'est de Tripoli). «Trente-deux» militaires pro-Kadhafi «ont été tués et l'un d'entre eux est Khamis», avait affirmé un porte-parole militaire de la rébellion, Mohammed Zawawi depuis Benghazi, la «capitale» rebelle dans l'est du pays, expliquant avoir eu connaissance de ces informations grâce à des opérations d'espionnage menées dans les rangs des pro-Kadhafi. Plus tard, le régime libyen avait démenti ces informations les qualifiant de «sales mensonges».

Agé de 28 ans, Khamis est le plus jeune des sept fils du guide libyen. Officier de carrière, diplômé de l'académie militaire et de l'école de guerre russe, il commande l'une des brigades réputées les plus efficaces des forces fidèles au dirigeant libyen et qui porte son nom, la Brigade Khamis.

AMAR BELANI (PORTE-PAROLE DU MAE) :

«Nous déplorons les violences en Syrie»

C'est sous une forme pour le moins insolite que le ministère des Affaires étrangères (MAE) a fait connaître la position de l'Algérie par rapport à la situation en Syrie. Une sorte d'auto-interview, contenant deux questions synthétisant «des questions formulées par la presse nationale» nous a été adressée hier à la rédaction par le porte-parole du MAE, Amar Belani.

En premier lieu, Amar Belani a réagi «aux appels formulés par certaines associations algériennes qui se sont exprimées récemment sur la situation en Syrie». Ce à quoi il a répondu en rappelant «les principes sur lesquels se fonde la politique étrangère de notre pays», à savoir la non-ingérence dans les affaires des autres Etats et le respect de leur souveraineté.

De même que «l'Algérie reconnaît les Etats et non les régimes». Et enfin, le «respect des aspirations légitimes des peuples à la liberté, à la démocratie et au développement». Dans le cas syrien, le

département de Medelci précise «qu'il s'agit, bien entendu, de prendre en charge et de répondre à ces aspirations par des moyens pacifiques dans le cadre d'un dialogue national responsable, afin de conjurer les risques de violence et d'effusion de sang».

Ensuite, le porte-parole des AE a répondu à la question du «comment expliquer le silence de l'Algérie face aux événements sanglants qui se déroulent actuellement en Syrie ?». Et d'affirmer que «l'Algérie s'est déjà exprimée sur la situation (en Syrie). Elle l'a fait le 21 juin dernier, lorsque le

ministre des Affaires étrangères Mourad Medelci avait souligné, lors d'un point de presse tenu au Luxembourg, que (...) «l'Algérie est très préoccupée par ce qui se passe dans ce pays frère. Ce qui s'y passe n'est pas acceptable».

Le département de Medelci conclut sa réaction en affirmant, «qu'aujourd'hui, nous ne pouvons que déplorer les violences et exhorter les parties syriennes à faire prévaloir la voie de la sagesse et du dialogue national inclusif pour surmonter la crise et progresser dans la mise en œuvre des réformes politiques annoncées par les autorités syriennes afin de préserver la sécurité et la stabilité de ce pays frère qui joue un rôle important dans la région».

K. A.